

**L'ANACR
ET SON JOURNAL
VOUS PRÉSENTENT
LEURS MEILLEURS
VŒUX POUR 2010**

LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDE DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

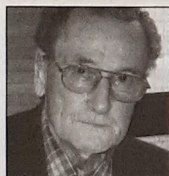
Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1226-1227 - NOVEMBRE - DÉCEMBRE 2009



IL Y A 65 ANS DISPARAISAIT LE COLONEL FABIEN

Le 27 décembre 1944, à Habsheim, sur le Front d'Alsace, disparaissait le Colonel Fabien, tué par une mine avec le colonel Dax (Marcel Paimpaud), les capitaines Blanco, Katz et Lebon, un lieutenant, et Gilberte Lavière, son agent de liaison. « Fabien », « Frédo », c'était Pierre Georges, engagé à 17 ans dans les Brigades internationales, c'est celui qui, jeune Résistant, en abattant le 21 août 1941 à Barbès un soldat allemand, donna le signal de la lutte armée, qui fut adjoint de « Rol » lors de Libération de la capitale, qui prit la tête de la « Brigade de Paris » qui se fonda dans le « 15-1 ». Un symbole ! Le 27 décembre 2009, au Père-Lachaise, l'ANACR, accompagnée d'anciens du 15-1, lui a rendu hommage. Louis Cortot, Compagnon de la Libération, Président national, Monique Georges, fille de Fabien et membre du Comité d'Honneur, ont déposé des fleurs sur sa sépulture. Parmi l'assistance, on notait la présence d'Henri Wilkowski, membre du Bureau national de la FNDIRP, de Christiane Tardif, membre du B.N. de l'ANACR, de Roland Cléry, Président ANACR des Hauts-de-Seine, de Jean Scian-dra, Président ANACR du Val-de-Marne, d'André Serres, responsable de l'ANACR-RATP. Jacques Weiller, vice-président et Jacques Varin, secrétaire général adjoint, ont déposé une gerbe sur la sépulture de Pierre Villon, vice-président du CNR et qui fut président de l'ANACR.

L'ANACR EN DEUIL



CLAUDE ROCHAT
Membre du Bureau National

Avec Claude Rochat a disparu le 15 novembre dernier l'un des derniers grands responsables de la Résistance encore parmi nous.

Né le 9 janvier 1917, ayant fait des études d'ingénieur chimiste, Claude Rochat, aspirant le 1^{er} février 1940 en appui à la ligne Maginot, fut fait prisonnier à Toul le 23 juin 1940 mais s'évada dès août suivant du camp de Saint-Mihiel dans la Meuse et fut démobilisé dans l'Ain en septembre 1941.

Rejoignant la convocation au STO le 2 mars 1943 et après s'être réfugié chez ses parents à Parcieux dans l'Ain, il rejoignit la Résistance à Lyon le 12 avril 1943 dans le « réseau Marco Polo », effectuant des missions de liaison à Saint-Etienne avant d'être affecté en juillet 1943 à un maquis de l'Ain puis de partir le 8 août suivant en Saône-et-Loire comme instructeur des maquis sous le pseudonyme de « Guillaume ». En novembre 1943, il est nommé chef départemental des maquis de l'A.S. puis en février 1944, il devient l'adjoint du Chef départemental de l'AS, le capitaine de la Ferté (« Ferrand »), puis en juillet 1944 Responsable aux effectifs de l'AS de Saône-et-Loire, avec le grade de commandant.

Nommé Sous-préfet de Chalon-sur-Saône le 15 septembre 1944 lors de la libération de la Saône-et-Loire, il symbolise ainsi la part prise alors par la Résistance dans la restauration de la légalité républicaine. Sa nomination à nouveau en 1947 comme Sous-préfet d'Albertville - le poste qu'occupait de 1925 à 1930 Jean Moulin - témoigne des qualités dont il fit preuve dans l'exercice de ces fonctions. Ayant quitté la Préfecture pour revenir à sa profession d'origine, il y fera une carrière professionnelle.

Claude était devenu membre du Conseil National de l'ANACR en juin 1958, lors du Congrès que notre Association tint cette année-là à Macon, et c'est en octobre 1986, lors du congrès de Clermont-Ferrand, qu'il devint membre du Bureau National, le restant jusqu'à ses derniers instants.

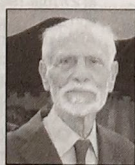
Ainsi, pendant plus d'un demi-siècle, lors des réunions du Conseil National et du Bureau National, lors des Congrès nationaux, Claude apporta tout à la fois la pertinence de ses réflexions, son passé prestigieux de Résistant et son expérience de président d'un comité départemental de l'ANACR, dont il fit l'un des premiers de France, tant par le nombre des Résistants rassemblés en son sein que par celui des Ami(e)s de la Résistance présents à leurs côtés. Il avait été fait chevalier de la Légion d'Honneur par décret du général de Gaulle en date du 19 novembre 1945 et était titulaire de la Croix de Guerre avec palme.



GILBERT DE CHAMBRUN
Membre du Comité d'Honneur

Gilbert de Chambrun, disparu le 22 décembre dernier, fonctionnaire des Affaires étrangères en 1939, était le fils de Pierre de Chambrun, sénateur de Lozère qui le 9 juillet 1940 vota contre le principe d'une révision de la constitution, et fut le lendemain l'un des « 80 » parlementaires qui refusèrent de voter les pleins pouvoirs à Pétain. Gilbert de Chambrun demanda sa mise en disponibilité de son administration en juillet 1941 et s'engagea dans la Résistance.

Chef de l'Armée Secrète en Lozère puis chef régional du mouvement « Combat », chef régional du « Noyautage des Administrations Publiques » (N.A.P.), puis chef de région des Mouvements Unis de la Résistance (M.U.R.), il devient chef régional FFI de la R3 sous le pseudo de « colonel Carrel ». (Suite en page 2)



JOSÉ ABOULKER
Membre du Comité d'Honneur

Né le 5 mars 1920 à Alger, José Aboulker, fils d'un professeur à la Faculté de Médecine d'Alger, arrêta ses études de médecine étant mobilisé en Algérie en avril 1940.

Entré dans la Résistance au régime pétainiste dès septembre 1940, il en devient début 1941 l'un des principaux animateurs en Algérie et, à partir de 1942, prépare - avec Henri d'Astier de la Vigerie, le colonel Jousse et Robert Murphy - l'aide au débarquement allié en Algérie du 8 novembre 1942. Lors de ces événements, il dirige à partir du Commissariat central l'occupation de la ville par 400 jeunes résistants qui prennent les centres importants, arrêtent les responsables militaires et civils pétainistes, il rallie une partie de la Police et évacue la Préfecture assiégée. Leur action permettra la prise d'Alger par les alliés sans coup férir. (Suite en page 2)

MÉMOIRE ET HISTOIRE

Le 14 décembre 2009, par un communiqué, l'Union Française des Associations de Combattants et de victimes de Guerre (UFAC), exprimait « son inquiétude quant au projet gouvernemental de supprimer l'enseignement de l'Histoire en Terminale S, section prestigieuse s'il en est, puisqu'elle ouvre les voies à la future élite de la Nation.

« Alors que tout un chacun s'accorde à dire qu'il est temps de renouer avec une culture générale si fortement absente chez nos jeunes étudiants, il est envisagé de supprimer une des matières qui concourent le plus à la formation généraliste.

« Il n'est pas possible d'envisager un seul instant qu'il soit formateur de priver les futurs cadres de notre Pays d'un enseignement de l'Histoire. Celui-ci est de plus en plus nécessaire au regard de la mondialisation et de la circulation extrêmement rapide et fugace des informations.

« Plus personne n'ignore - à notre époque - que l'avenir se nourrit du passé, que les connaissances historiques sont la matrice de notre devenir. La jeunesse a le droit et le devoir de connaître son passé pour comprendre le présent et préparer son avenir en toute connaissance de cause.

« La citoyenneté des jeunes générations passe - inmanquablement, conclut l'UFAC - par cette base de la connaissance, ciment de notre identité et de notre Solidarité nationale. »

L'ANACR, membre à part entière de l'UFAC, s'associe pleinement à ce communiqué qui exprime une préoccupation qu'elle partage totalement et qu'ont largement suscité diverses initiatives conduisant à détruire la mémoire, en premier lieu par le brouillage ou la volonté d'ignorer des dates de mémoire, sinon toutes du moins certaines.

L'année 2010 sera, le 8 mai, celle du 65^{ème} anniversaire de la Victoire sur le nazisme, victoire - au prix de sacrifices immenses des peuples - contre la barbarie qui assassina des dizaines de millions d'enfants, de femmes et d'hommes de tous âges, en même temps qu'elle sera, le 18 juin, celle du 70^{ème} anniversaire de l'Appel historique du général de Gaulle à refuser la défaite et à poursuivre le combat contre l'ennemi, appel qui permit - avec la participation de son peuple insurgé au printemps et à l'été 1944 - à la France de figurer en tant qu'Etat souverain parmi les Alliés victorieux.

Rendre hommage à ces deux dates, célébrer ces deux anniversaires, ne peut se résumer à des défilés militaires dont les peuples ne seraient que les spectateurs clairsemés, et à des discours officiels dont on peut craindre que, sous couvert de « réconciliation » européenne, ils atténuent son escamotement le sens profond du combat qui, des faubourgs de Madrid en 1936 à ceux de Berlin en 1945, se déroula une décennie durant, en premier lieu sur le continent européen.

Faire que ces commémorations ne concernent pas essentiellement que ceux qui, anciens combattants - dans les rangs des armées alliées ou dans ceux des « armées de l'ombre » - ou des générations qui ont connu personnellement ces événements, et dont les rangs s'éclaircissent inexorablement, mais qu'elles suscitent une participation des générations contemporaines, y compris des plus jeunes, implique que soient transmis non seulement - dans sa complexité - leur connaissance historique mais aussi leur sens profond. Cela implique aussi - et c'est peut-être cela qui en gêne plus d'un - que soient explicités les enseignements qui doivent en être tirés, à une époque actuelle qui a vu resurgir et s'affirmer - certes dans des formes pouvant être différentes mais parfois voisines sinon identiques - nombre des démons qui ont conduit aux drames du siècle passé.

C'est pourquoi, avec l'UFAC, nous sommes attachés à la préservation de la place de l'enseignement de l'Histoire dans la formation des jeunes générations, ce qui ne préjuge pas de l'expression de notre préoccupation de voir celle réservée à la Résistance dans les programmes et manuels scolaires trop souvent réduite à la portion congrue, c'est pourquoi nous sommes aussi attachés au respect des dates de mémoire dans leur spécificité - ainsi, nous avons regretté la dommageable confusion le 8 mai 2009 de la célébration de la Victoire sur le nazisme, du Débarquement de Provence et de la Journée du réserviste, c'est pourquoi encore nous veillerons à ce que ne soient pas oubliés, affadés ou dénaturés les anniversaires de 2010 comme le furent en 2008 et 2009 les 65^{èmes} anniversaires de la création du CNR et de la publication de son Programme, c'est pourquoi enfin nous poursuivrons - inlassablement et avec l'UFAC - jusqu'à son instauration officielle notre bataille en faveur de la Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai.

Valeurs de la Résistance, Mémoire et Histoire, Journée Nationale de la Résistance seront au cœur des travaux du Congrès National de l'ANACR à Agen, les 22, 23 et 24 octobre prochain.

L'ANACR

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : La Journée Nationale de la Résistance.
- P. 3 : Périgueux : 2^e Salon Mémoire, Résistance et Déportation.
- P. 4 et 5 : La Suède, du mythe à la réalité. Partisans Français en Slovaquie
- P. 6 et 7 : Avis de recherches. Vie de l'association. Nos deuils.
- P. 8 : Les livres.

JOURNÉE NATIONALE DE LA RÉSISTANCE

JEAN BUISSON

C'est au Congrès de Vichy de l'ANACR, en 1994, que Jean Buisson, alors Président départemental de l'ANACR de la Drôme, fit la proposition de demander l'instauration d'une **Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai**. Proposition acceptée d'enthousiasme par le congrès.

Jean Buisson, inspecteur honoraire de l'Éducation Nationale, Président d'honneur de l'ANACR de la Drôme, vient de disparaître, peu avant Noël. Il était Officier de la Légion d'honneur, Chevalier de l'Ordre National du Mérite, Croix du CVR, commandeur des Palmes académiques.

NOS DEUILS (suite de la page 1)

GILBERT DE CHAMBRUN

...Après la libération de Montpellier à laquelle il participe, il prend part de la fin 1944 à avril 1945 à la campagne d'Allemagne à la tête du 81^{ème} R.I., régiment issu de la « Brigade du Languedoc ».

Le 21 octobre 1945, Gilbert de Chambrun est élu député de Lozère à l'Assemblée Constituante sur la liste Républicaine et s'inscrit au groupe parlementaire des « Républicains et Résistants », et est réélu le 2 juin 1946 à la seconde Assemblée Constituante. Il est ensuite, lors des élections législatives du 10 novembre 1946, élu député de la Lozère à la Chambre des Députés et s'inscrit au groupe d'Union Républicaine et Résistante (apparenté communiste) présidé par Emmanuel d'Astier de la Vigerie et auquel appartiennent également Pierre Cot, Pierre Meunier et Robert Chambeiron. Il est désigné comme juré à la Haute cour de Justice. Réélu en 1951, il perdra son siège lors des élections législatives de janvier 1956, conséquence de la loi des apparentements, malgré un score de 32,9 % des voix.

Conseiller d'ambassade, ministre plénipotentiaire et directeur des Conventions administratives et des Affaires consulaires au Quai d'Orsay, il consacra de nombreuses années à la gestion de la ville de Marvejols, dont il sera maire de 1953 à 1965 puis de 1971 à 1983. Il a retracé son combat de Résistance et de résistant et de diplomate dans son livre le « Journal d'un militaire d'occasion ».

Gilbert de Chambrun, né en novembre 1909, était entré au Comité d'Honneur national de l'ANACR en 1954. Il était Commandeur de la Légion d'Honneur, titulaire de la Croix de guerre 1939-1945 et de la Médaille de la Résistance avec rosette.

José ABOULKER

...Le 29 décembre 1942, après l'exécution de Darlan, José Aboulker est arrêté sur décision de Giraud et déporté en Mauritanie puis dans le Sud algérien avec d'autres résistants menant campagne pour la venue à Alger du général de Gaulle.

Libéré après la conférence d'Anfa, il rejoint Londres fin avril 1943 et s'engage dans les FFL. En octobre suivant, nommé Délégué à l'organisation du service de santé de la Résistance et pour l'organisation sanitaire civile à la Libération, il est envoyé en mission en France où, 9 mois durant, il organise le service de santé des maquis tout en préparant les secours aux populations libérées.

De retour à Londres en juin 1944, il regagne Alger, y soutenant sa thèse de médecine avant de repartir fin août 1944 pour rejoindre la zone sud insurgée afin d'aider à l'installation des commissaires de la République à Toulouse, Limoges et Clermont-Ferrand. Délégué de la Résistance d'Algérie à l'Assemblée consultative provisoire en 1944-45 à Paris. Il y proposa qu'une modification de la loi électorale permette l'élection de députés musulmans indigènes, ce qui intervint dès l'élection de l'Assemblée constituante.

Ayant repris en 1946 ses études de médecine, il passa les concours d'interne des Hôpitaux de Paris, puis d'assistant avant de devenir professeur de neurochirurgie, spécialiste de neurochirurgie de renommée mondiale de cette spécialité, et chef de service des Hôpitaux de Paris.

Fait Compagnon de la Libération le 30 octobre 1943, membre du Conseil de l'Ordre de la Libération depuis juin 1999, Commandeur de la Légion d'Honneur et titulaire de la Croix de guerre 1939-1945 avec 3 citations et de la Medal of Freedom américaine, José Aboulker était entré au Comité d'Honneur de l'ANACR dès sa fondation en 1954.



MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Palais de l'Élysée
55, rue du Faubourg Saint-Honoré

75008 - PARIS

FRANCHISE
POSTALE

« Le télégramme de Jean Moulin me confirmant la création du CNR le 27 mai et publié par les radios américaines, britanniques et des Français libres, produisit - écrivait dans ses « Mémoires » le Général de Gaulle - un effet décisif, non seulement en raison de ce qu'il affirmait, mais aussi, et surtout, parce qu'il donnait la preuve que la Résistance française avait su faire son unité. La voix de cette France écrasée, mais grondeuse, et assurée, couvrait soudain le chuchotement des intrigues et les palabres des combinaisons. J'en fus, à l'instant même, plus fort, tandis que Washington et Londres mesuraient sans plaisir, mais non sans lucidité, la portée de l'événement ».

Le 27 mai 1943, les mouvements, partis et syndicats de la Résistance, réunis à Paris 48 rue du Four sous la présidence de Jean Moulin, avaient tenu la réunion constitutive du Conseil National de la Résistance (CNR). Événement d'une portée historique qui, en plaçant le CNR sous son autorité, allait permettre au Général de Gaulle de s'imposer face à Giraud et d'affirmer la souveraineté de la France au sein des Alliés et qui, en unifiant toutes les composantes de la Résistance et en unissant toutes ses forces, allait lui permettre de jouer un rôle déterminant dans la libération de la France, dans son redressement national.

C'est pourquoi, pour que les valeurs humanistes et patriotiques de la Résistance soient transmises aux jeunes générations, pour que notre pays rende hommage au rôle de la Résistance et aux Résistants tombés pour lui, en inscrivant son combat et leur sacrifice dans le calendrier mémoriel de la Nation :

Je soussigné(e).....
Député(e) d..... Sénateur(trice) d.....
Conseiller(e) général(e) du canton de..... Département de.....
Conseiller(e) régional(e) de..... Département de.....
Maire de.....
DEMANDE L'INSTAURATION D'UNE JOURNÉE NATIONALE DE LA RÉSISTANCE, LE 27 MAI
Signature :

UNE CARTE ADRESSÉE À M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le 18 avril 2007, M. Nicolas Sarkozy, alors candidat à la Présidence de la République, écrivait au Président Robert Chambeiron en réponse à une demande faite par l'ANACR à chaque candidat à l'élection présidentielle d'apporter son appui à l'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai : « Je suis personnellement très attaché à la conservation de la mémoire des années douloureuses, mais combien glorieuses, que notre pays a connues entre 1940 et 1945 ».

« Ceux qui, durant ces années ont combattu pour la France dans le monde entier comme sur le sol national ont été le symbole de l'honneur de notre Patrie et doivent voir leur souvenir transmis aux nouvelles générations (...). »

« La date de commémoration pour la Résistance intérieure que

vous proposez a certainement une valeur toute particulière puisqu'elle est la date de la première coordination des différents mouvements de la résistance. Je souhaite que, si votre idée était retenue, elle le soit avec l'accord unanime de toutes les associations représentant ceux qui ont combattu l'occupant sur le sol national (...). »

« C'est pourquoi, si je suis élu, je demanderais au Gouvernement de réunir une commission rassemblant tous les représentants de ces associations pour décider de la date de la commémoration et je souhaite que votre proposition soit accueillie favorablement... » (Soufflé par nous).

Nous tenions à rappeler ces propos, alors même que s'intensifie l'envoi de cartes « 27 mai » à M. le Président de la République.

M. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT REPOND AUX PARLEMENTAIRES

Sollicités par l'ANACR, de nombreux députés et sénateurs du Parlement actuel - nous en publierons dans notre prochain numéro la liste - ont à divers moments et sous diverses formes - manifesté leur appui à la demande d'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai. Nombre d'entre eux ayant saisi de cette question le gouvernement par une question écrite, M. Hubert Falco, Secrétaire d'État à la Défense et aux Anciens Combattants leur a fait la réponse suivante :

« L'exemple de courage et de civisme qu'ont incarné au cours de la Seconde Guerre mondiale le général de Gaulle et tous ceux qui ont résisté est un élément fondateur de la mémoire nationale. Il est impératif que le message légué par ces hommes et ces femmes soit conservé et transmis aux plus jeunes générations. Il en va des valeurs républicaines. C'est dans cet esprit que le Gouvernement continue d'agir en faveur de la mémoire résistante, à la fois par son soutien aux institutions qui la font vivre - Fondation de la Résistance, Fondation de la France libre, Fondation de la mémoire de la déportation, Fondation pour la Mémoire de la Shoah, Fondation Charles de Gaulle -, par son implication dans des projets menés en direction des jeunes et par son soutien à des projets mémoriels d'envergure.

« L'année 2008 a ainsi vu la double inauguration de l'historial Charles de Gaulle aux Invalides et du mémorial Charles de Gaulle à Colombey-les-Deux-Églises. Tous deux particulièrement axés sur l'histoire de la Résistance, ils font une large place à l'action du Conseil national de la Résistance (CNR). Dans ce contexte, le décret n° 2006-313 du 10 mars 2006, qui a institué le 18 juin en « journée nationale commémorative de l'appel historique du général de Gaulle à refuser la défaite et à poursuivre le combat contre l'ennemi », doit être bien interprété. Par son intitulé, il rassemble sous la bannière d'une date célèbre pour le grand public l'ensemble des résistants français, c'est-à-dire tous ceux qui ont refusé la défaite et continué à se battre, que cela soit dans les Forces françaises libres, à la tête d'un journal clandestin, sur les bancs de l'Assemblée consultative provisoire d'Alger ou dans un maquis. C'est pourquoi l'instauration d'une autre journée nationale consacrée à la Résistance comme la seule résistance intérieure risquerait d'être incompréhensible aux yeux de la plupart des Français, pour qui le 18 juin incarne justement la Résistance de façon globale.

« Alors que s'ouvre le cycle commémoratif du 70^e anniversaire de la Seconde Guerre mondiale, où la journée du 18 juin 2010 constituera un moment fort, la création d'une autre journée de référence altérerait la portée de l'événement. Par ailleurs, si l'histoire de la France durant la Seconde Guerre mondiale est compliquée et marquée par des divisions, le rôle de la mémoire est au contraire de rassembler les Français autour de leur passé, aussi complexe soit-il. Il est donc nécessaire de ne pas encourager la multiplication des journées d'hommage mise en lumière par la commission pour la modernisation des commémorations nationales, présidée par l'historien André Kaspi. Tandis que six commémorations nationales ont été créées entre 1880 et 2001, six autres l'ont été en seulement cinq ans, de 2001 à 2006.

« Pour favoriser la lisibilité de la mémoire nationale par le plus grand nombre, il est important d'éviter la création de nouvelles journées commémoratives, d'autant qu'en dehors de celle du 18 juin il en existe trois autres qui peuvent être l'occasion de célébrer l'idéal démocratique et humaniste de la résistance : la Journée nationale du souvenir des victimes et héros de la déportation, la commémoration de la victoire de 1945 et, surtout, la cérémonie en hommage à Jean Moulin qui se déroule chaque 17 juin au Panthéon. Les discours prononcés lors de cette dernière manifestation ne manquent jamais de célébrer le rôle du CNR. »

Cette réponse de M. Hubert Falco, qui en 2002, alors parlementaire d'opposition, s'était prononcé en faveur de la Journée Nationale de la Résistance, appelle plusieurs remarques :

Si les Fondations - dont M. le Secrétaire d'État souligne un rôle institutionnel - ont sans nul doute un rôle spécifique dans la transmission de la mémoire, elles ne sauraient à elles seules - de par ce carac-

tère institutionnel - « faire vivre la mémoire résistante », le rôle des associations de Résistants et de passeurs de mémoire de la Résistance étant à cet égard particulièrement précieux : à la fois par les acteurs, témoins et amis de la Résistance qu'elles rassemblent en leur sein et font agir, par leur implantation citoyenne dans l'ensemble des départements, dans un très grand nombre de cantons et localités, et surtout par les valeurs de la Résistance qu'elles font vivre.

Pour ce qui est des Fondations elles-mêmes, certains caressent semble-t-il le projet de les fondre - par paliers intermédiaires de regroupement sans doute - dans une « Fondation de la Mémoire » unique, s'inscrivant dans la logique initiale de « Journée unique du Souvenir » de la « commission Kaspi », rejetée par quasiment l'ensemble du monde Combattant et qui a dû être abandonnée ; commission Kaspi dont les « conclusions » n'ont d'ailleurs aucun caractère officiel dans ce qu'elles suggèrent.

Le Mémorial Charles-de-Gaulle à Colombey-les-Deux-Églises, l'Historial Charles-de-Gaulle aux Invalides, consacrés à l'ensemble de la vie et de l'œuvre du Général de Gaulle, de sa naissance à sa mort, remarquables réalisations, d'une grande honnêteté intellectuelle et dont la visite est à recommander, ne sont pas - ce qui est évident pour qui a pris le temps de les visiter - particulièrement « axés sur la Résistance » et, s'ils en mentionnent la création et l'existence, n'accordent pas une « large place au CNR ». Car ce n'est pas leur seul ni même principal objet.

La date du 18 Juin n'incarne pas « la Résistance de façon globale » mais commémore l'appel fondateur de la France libre, lancé par le général de Gaulle et qui permit à notre pays de rester aux côtés des Alliés dans la lutte contre l'agresseur nazi et de figurer parmi ceux qui en furent les vainqueurs le 8 mai 1945. L'ANACR, qui a directement participé au processus de son instauration comme Journée nationale, dont elle a grandement contribué à la définition de la lettre même de son intitulé, est de ce fait mieux à même que beaucoup pour bien l'interpréter. La « Journée nationale commémorative de l'appel historique du général de Gaulle à refuser la défaite et à poursuivre le combat contre l'ennemi » est une des deux dates d'Honneur de la France, l'autre étant le 27 mai, Journée Nationale de la Résistance, toutes deux se complétant.

D'évidence, pour le plus grand nombre, la Résistance, ce sont les distributions de tracts et journaux clandestins, les sabotages, les réseaux, les maquis, le Vercors, les Glères ou l'insurrection de Paris ; et non Koufra, Bir-Hakeim ou Monte-Cassino, pages de gloire des Français libres. Les Héros de la Résistance, ce sont d'Estienne d'Orves, Gabriel Péri, Pierre Brossollet, Danielle Casanova, Berty Albrecht, Manouchian, Delestraint, Fabien et, en premier lieu, Jean Moulin..., dont le nom est associé à la réalisation de l'unité de la Résistance par la création du CNR, le 27 mai 1943. Leclerc et de Lattre incarnent quant à eux la participation des Français - dès 1940 celle des Français libres - aux côtés des Alliés au combat sur tous les fronts d'Afrique et d'Europe contre les armées nazie et fascistes.

Pour ce qui est de la Journée Jean-Moulin, commémorée chaque année le 17 juin au Panthéon et où l'ANACR est présente, elle est - hélas mais de fait - inconnue du grand public.

Quant à conférer à la mémoire - comme le suggère M. Hubert Falco - le rôle « de rassembler les Français autour de leur passé, aussi complexe soit-il », cela mérite pour le moins précisions et discussion car, disons-le nettement : il ne saurait être question d'escamoter, même 65 ans plus tard, la division fondamentale qui sépara, de 1940 à 1944 sur le sol national occupé, ceux qui firent le choix de l'honneur au risque - et souvent au prix - de leur vie pour combattre l'occupant nazi et ses complices du régime pétainiste, et ceux qui firent le choix de la trahison et du déshonneur en sombrant dans la collaboration jusqu'à y avoir compris dans ses aspects les plus abjects, avec lesquels il ne saurait y avoir mémoire partagée.

C'est la même une « division » que l'on doit au contraire s'efforcer de rendre toujours claire, et par là même intelligible aux jeunes générations qui n'ont pas connu cette époque dramatique pour notre pays.

IS FRANÇAIS EN SLOVAQUIE

M. Hoyle feint de ne pas savoir que si Pélain a été le chef d'une administration de fait - dite de

SUEDE : D'UN

A l'inverse, lorsqu'en avril 1940, l'Allemagne occupera

CERTAIN MYT

A l'instar d'autres pays d'ailleurs, la Suède partage

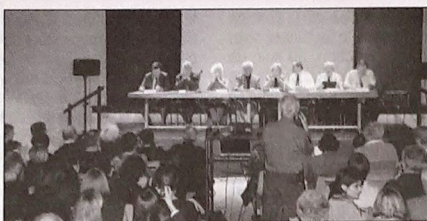
IE À UNE RÉAI

Quant au *Skånepartiet* (Parti de la Scanie) fondé en 1979 à Malmö, il est analogue à la Ligue du Nord allemande : régionaliste voire sécessionniste et, comme s

TÉ CERTAIN

⁵ Parlement suédois.

PÉRIGUEUX : 2^{ème} SALON RÉGIONAL « MÉMOIRE, RÉSISTANCE ET DÉPORTATION »



Les 14 et 15 novembre 2009, au théâtre de l'Odysée de Périgueux, s'est tenu le 2^{ème} « Salon régional Mémoire Résistance et Déportation », organisé par Périgord-Mémoire-Histoire. En 2007, avec la 1^{ère} édition, un essai avait été marqué. Il a été – d'un avis unanime – transformé cette année, tant il est vrai que le programme concocté par l'organisation et la qualité des intervenants – sur le plan historique et artistique – avait de quoi séduire.

Lors de l'inauguration, à laquelle participèrent de nombreuses personnalités de Périgueux et du département, des responsables et militants de l'ANACR de Dordogne (dont Roger Ranoux, Président, et Jean-Paul Bedoin, Président-délégué), de Haute-Vienne (dont Gérard Violet, Président-délégué), de Corrèze (dont Jean-Pierre Foch, trésorier départemental) et d'autres départements limitrophes, ainsi que des responsables et militants d'autres associations, prirent la parole Michel Moyrand, Vice-Président du Conseil régional d'Aquitaine et Maire de Périgueux, Norbert Pilmé, Président de Périgord-Mémoire-Histoire et de l'AFMD de Dordogne, Francis Colbac, Vice-Président du Conseil général de la Dordogne, chargé des Sports, de la Jeunesse et du devoir de Mémoire, représentant le Président Bernard Cazeau, Marie-José Chombart de Lauwe, présidente de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, déportée à Ravensbruck, Tomas Solis, Consul général d'Espagne à Bordeaux, Yves Guéna, ancien Ministre, président de la Fondation de la France Libre, Robert Créange, secrétaire général de la FNDIRP, Philippe Benassaya, vice-président national de la LICRA, Paul Markides, secrétaire national de l'ARAC et Jacques Varin, secrétaire général adjoint de l'ANACR. L'intervention de Madame Béatrice Abollièvre, préfète de la Dordogne étant prononcée en clôture.

Dans la salle André-Grasset, lors du vernissage de l'exposition consacrée à la déportation des femmes, réalisée par l'AFMD-Dordogne à partir de documents inédits prêtés par le Musée de la Résistance Nationale de Champigny-sur-Marne et des expositions consacrées par l'ANACR-Dordogne à trois résistantes périgourdines (Laure Gatet, Jane Raymond et Charlotte Serre, dont quelques poèmes furent lus par deux collégiennes du collège Michel-de-Montaigne), Marie-José Chombart de Lauwe se vit remettre par Michel Moyrand la médaille d'honneur de la ville et offrir par l'un des élèves du CFA-BTP de Périgueux un tableau réalisé sur le thème des « enfants et les adolescents dans le système concentrationnaire nazi ».

« La déportation des femmes », tel était le thème de la conférence-débat du samedi après-midi. Un film d'une

tréizaine de minutes évoquant le convoi du 24 janvier 1943 par lequel 230 détenues politiques françaises (dont Laure Gatet) furent déportées vers le camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau. Lors du débat mené sous la conduite de Louis Delmon – auquel prirent notamment part Robert Créange, Paul Markides et Jacques Varin – l'assistance de 350 personnes fut captivée par l'intervention de Marie-José Chombart de Lauwe, témoin direct de l'un des crimes les plus horribles, celui perpétré contre les enfants. Avec beaucoup d'humanité et de simplicité, l'ancienne « N. N. », qui puise son dynamisme autant dans son tempérament que dans son expérience de la lutte contre l'oppression et d'une captivité de trois ans dans les prisons et camps nazis, évoqua l'horreur mais aussi l'entraide à l'intérieur du camp. Infatigable défenseur des droits de l'Homme et de la Mémoire, elle lança un appel à « garder les yeux ouverts » pour lutter contre les nouvelles atteintes à la liberté et à la dignité.

Pour clore cette première journée, le public fut convié au remarquable spectacle des « Octaves ». A quatre voix et un musicien, sans effets vocaux superflus, ils ont interprété des « Chants et poèmes concentrationnaires », juxtaposition, souvent violente, de complaintes, d'airs de marches vantant le travail et de témoignages qui permirent d'approcher l'immense détresse des prisonniers.

La seconde journée fut consacrée d'une part à la fin de la Guerre d'Espagne et à la « Retirada » et, d'autre part, aux étrangers dans la Résistance. L'ANACR présenta, à cette occasion, une importante exposition sur leur participation à la Résistance en Dordogne.

Pour introduire les débats menés par Louis Delmon, le film de Dominique Gautier, « *Guerillero* », abordait les 2 thèmes proposés. L'auditoire entendit les interventions de Jacques Varin, qui évoqua l'évacuation et les conditions de l'accueil en France des Républicains basques et asturiens de juin à octobre 1937, de Paul Markides et du Consul général Tomas Solis, et fut particulièrement attentif à celle de Denis Peschanski, directeur de recherche au CNRS, historien spécialiste de l'histoire du communisme, de la France de Vichy et des « années noires », et de « *La France des camps* » c'est-à-dire de « *l'Internement, 1938-1946* », il s'est attaché à mieux faire comprendre ce que fut la « Retirada », l'accueil qui fut réservé, à l'époque, aux Républicains espagnols, aux étrangers indésirables, puis aux indésirables français et ce que fut aussi la France dite « de Vichy ». Il décortiqua non seulement les diverses modalités de l'encadrement, du contrôle et de l'exclusion des étrangers mais aussi les diverses formes de contrôle

et d'encadrement de la société par l'administration pétainiste, qu'il s'agisse de la propagande, de la répression anticomuniste ou de la persécution antisémite. Il s'interrogea également le degré d'autonomie et de réaction de la société.

L'après-midi, Denis Peschanski mit l'accent sur la participation des étrangers à la Résistance au nazisme en France et la place décisive qu'ils y occupèrent, en se battant pour le pays qui les avait accueillis. Il retraça les raisons et les étapes d'un engagement pour la liberté dans lequel beaucoup laissèrent la vie, rappelant comment la résistance de ces milliers d'étrangers, souvent anonymes, fut longtemps effacée d'une mémoire et d'une histoire qui se voulaient exclusivement nationales, comment elle fut un facteur d'intégration après la guerre et comment sa mémoire doit l'être également pour aujourd'hui.

Tous les intervenants saluèrent le combat de ces résistants venus d'ailleurs qui, dans la nuit du nazisme, avaient fait leur la phrase de Goethe : « *Tout homme a deux patries, la sienne et la France* ». Concernant la mémoire de leurs combats, Jacques Varin rappela que, par exemple, dès février 1945, une cérémonie annuelle d'hommage aux héros du « groupe Manouchian-Bocsov » (*Affiche rouge*) a été organisée par l'Amicale des Anciens FTP puis, à partir de 1954 et jusqu'à nos jours, par l'ANACR, que le célèbre poème d'Aragon qui leur est consacré fut écrit – sous le nom de *Strophes pour se souvenir* – en 1955 à l'occasion de l'inauguration à Paris (20^e) de la « rue du Groupe Manouchian »...

Pour clore le Salon, quelques 400 spectateurs émus et réceptifs assistèrent à la représentation par la compagnie dramatique DF de Clermont-Ferrand d'une pièce de théâtre inspirée de l'histoire du groupe Manouchian, « *Ils étaient vingt et trois quand les fusils fleurirent !* ». Le metteur en scène, Dominique Freydefont, apporte son regard sur Manouchian, dans un spectacle éclatant mettant hier en résonance avec aujourd'hui, fresque saisissante des combattants de l'ombre, abordant le thème plus général de l'éducation à la citoyenneté en illustrant la difficulté, mais aussi la nécessité de l'engagement.

Le nombre important de participants, la qualité des intervenants et des débats, l'excellence des relations entre toutes les associations (présentes par un stand, ainsi que l'ONAC, des éditeurs et librairies), le travail remarquable accompli par tous les participants à Périgord-Mémoire-Histoire ne peuvent qu'encourager à préparer la 3^{ème} édition du Salon régional « Mémoire Résistance et Déportation » en novembre 2011.

UN RÉSISTANT « PARTICULIÈREMENT VALEUREUX »

Il fut un temps – mais, au fait, ce temps est-il définitivement révolu ? – où, parmi celles et ceux promus dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur, un contingent spécial était réservé « aux Résistants particulièrement valeureux ». En 2006, le Général d'Armée Jean-Pierre Kelche alors Grand Chancelier de la Légion d'Honneur, avait observé que, pour cette haute distinction de nombreux anciens combattants et Résistants avaient eu leurs « mérites oubliés » et pâti d'une situation comportant « 30 ou 40 ans de retard ».

En 2010, il n'apparaît pas que tous ces « oubliés » aient été réparés, ni que ce retard ait été véritablement comblé. Combien de résistants n'ont pas reçu une reconnaissance exacte de leurs services, combien n'ont pas reçu une juste récompense pour leurs mérites ?

C'est ainsi que M.F., ancien résistant incontestable, n'est pas titulaire du titre de « Combattant Volontaire de la Résistance ». Pourtant, dès février 1942, il s'était engagé dans un réseau ayant notamment pour mission l'évasion des aviateurs alliés.

Il fut, en 1944, un combattant des F.T.P.F., dans le Puy-de-Dôme, non seulement un combattant, mais un chef, dès lors que le grade d'assimilation d'aspirant lui fut attribué et c'est

avec ce grade qu'il reçut la « Médaille de la Résistance Française » le 19 octobre 1945 (date de parution au *Journal Officiel*).

Ses services, dans les F.F.I. ont été homologués par l'autorité militaire, mais les dates figurant sur son Certificat d'Appartenance ne comprennent pas la période pendant laquelle il fit partie d'un réseau au service des Alliés. D'ailleurs les textes réglementaires indiquent que la date d'origine des services dans les F.F.I. « ne peut être antérieure au 1^{er} janvier 1943 ».

Il est clair que si les conditions d'attribution de la carte de C.V.R. comportaient, comme le demande l'ANACR depuis longtemps, les dispositions faisant en sorte que les titulaires de la Médaille de la Résistance soient de droit, titulaires du titre de C.V.R., M. F. posséderait ce titre. Or, l'administration lui demande, selon la législation et la réglementation en vigueur, deux témoignages circonstanciés de personnalités l'ayant connu, elles-mêmes reconnues comme résistantes. Et chacun sait qu'en 2010 c'est, en réalité « mission impossible », en raison de la disparition des camarades de combat et a fortiori des Résistants les plus responsables.

Mais la personnalité de M. F. s'est

affirmée non seulement dans la Résistance, mais immédiatement après la Libération, puisqu'il s'engagea dès la fin 1944 et combattit jusqu'à la victoire de 1945 et fut cité à l'ordre du régiment pour son « ardeur » et son « mordant », ce qui lui valut l'attribution de la Croix de Guerre avec étoile de bronze.

M.F., combattant de la Résistance n'est toujours pas – comme beaucoup de ses camarades – titulaire du titre de Combattant volontaire de la Résistance. De plus, il se dévoue depuis des dizaines d'années au service des associations du Monde combattant. Sa vie a été marquée depuis ses jeunes années, par sa fidélité aux valeurs qui soutenaient les Résistants dans la nuit de l'Occupation.

Ce Résistant « particulièrement valeureux » mériterait, à notre avis, d'être promu dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur.

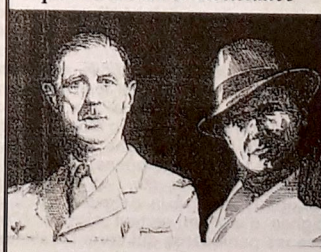
Cela nous semblerait plus juste, plus pertinent que la promotion dont a bénéficié un personnage qui s'est notamment distingué en souhaitant la mise en pièces des avancées démocratiques et sociales nées de la mise en œuvre à la Libération des mesures préconisées par le programme du Conseil National de la Résistance.

Jacques WEILLER

**DISPONIBLE
AU SIÈGE DE L'ANACR**
ANACR
79 rue Saint-Blaise 75020 Paris.
Tél. 01 44 64 80 60

**CHRONOLOGIE
DE LA RÉSISTANCE,
DE LA FRANCE LIBRE,
DE LA GUERRE**

*repères
pour aborder la Résistance*



Association Nationale des Anciens
Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€
Par 50 : 2,5€ l'exemplaire
Par 100 : 2€ l'exemplaire

AVIS DE RECHERCHE

J'ai lu le livre "La Victoire malgré tout" (éditions LBM), de Nicolas Jagora et Frank Segretin, dans lequel une photo de Résistants montluçonnais a retenu mon attention: Qui pourrait me confirmer que Louis PETIT - dit "BILL" - est bien sur la photo? C'est mon père, décédé il y a 10 ans, et je crois avoir reconnu un visage familier mais impossible d'en être certaine... Merci d'avance à toute personne pouvant m'aider.

Contacteur Sylviane PETIT
2, Square de Stockholm
35200-RENNES
Tél. port: 0668256492
E-mail: s.leport@laposte.net

Je désire avoir des informations sur l'itinéraire de mon père, Pierre MONTFROND, pendant la deuxième Guerre mondiale et plus principalement sa participation dans la Résistance. Où dois-je m'adresser?

Contacteur JEAN MONTFROND
Calle San Valeriano, 15, 2D
28039- MADRID, ESPAGNE
Tel: 00 34 91 31 15 190
Tel port.: 00 34 62 97 74 888
E-mail: jmontfrond@gmail.com

J'effectue des recherches sur un cousin, Serge DUHOUQUET, FTPF fusillé au camp de Souges en juillet 1944. Il est entré en résistance à Séverac-le-Château, où son père, René, avait été arrêté puis déporté. En 1983, des articles seraient parus sur Serge Duhouquet dans le journal de l'ANACR de l'Aveyron « Résistance en Rouergue » (n° 53, 54, 55, 56). Serait-il possible d'obtenir une copie de ces parutions, qui pourrait me fournir des renseignements sur l'action de Serge Duhouquet?

Contacteur Catherine PÉRÉ
2, Allée des Palombes
33160 - SAINT-AUBIN-DE-MEDOC
Tel.: 05 56 05 78 31
E-mail: perezcatherine@orange.fr

Je recherche des renseignements sur mon oncle, Lucien BOUCHER, né le 23 juillet 1922 à Surville (95), déporté au camp d'Auschwitz en 1942 (matricule 2780). Qui pourrait m'en donner? Qui l'aurait connu?

Contacteur Daniel SERISAY
13 rue de Comelles
60560 - ORRY-LA-VILLE

Je recherche les traces d'un événement qui s'est produit dans les années 1943 ou 1944 sur la N 84 entre Brignais et les Sept Chemins. A savoir l'attaque d'un car allemand par les maquisards qui devaient se trouver sur la colline surplombant la route. Où puis-je trouver des documents relatant ce fait? Avec mes remerciements.

Contacteur Jean-Pierre SANDIEUX
14, Chemin de Fontville, 69130 - ECULLY
Tel: 09 77 47 08 82. Port: 06 88 17 89 96
E-mail: jeanpierre.sandieux@wanadoo.fr

Je recherche des informations sur les FTP-MOI de Clergoux que, mon père, républicain espagnol, a rejoint en 1942. Existe-t-il des documents ou des contacts me permettant de reconstituer son histoire? D'avance merci.

Contacteur Jacques LEON
152 rue des primevères 30320 - POULX
Tel: 04 66 75 63 74
E-mail: jacques.lucie@hotmail.fr

Je souhaiterais reconstituer le passé de résistant de mon père Louis DANIEL, décédé depuis 1974. Je n'ai que quelques mots-clés tels que "Vengeance" ou "Eclair". A l'aide de photographies de l'époque, j'ai retrouvé quelques noms de personnes hélas elles aussi décédées.

Contacteur Christine MOULIN-DANIEL
Route de la pointe 29570-ROSCANVEL
Tel: 0298274492 Port: 0666626175
E-mail: patrick.moulin31@aliceadsl.fr

Fils de Claudine Hémar, je suis le petit-fils d'Adrien André HEMART, né le 2 septembre 1894 à Ay (Marne), commissaire de police à Lyon et directeur des renseignements généraux en région Rhône-Alpes en 1943. Il a été dénoncé par ses commissaires et son préfet pour avoir procuré des papiers aux Juifs et aux Résistants. Enfermé à Montluc où le SD de Barbie l'a torturé, il a été ensuite déporté à Mauthausen, où il finira par décéder le 7 mars 1945 au commando de Melk.

Je recherche des articles de la presse collaborationniste fustigeant son action dans la région lyonnaise et lui reprochant notamment de pourchasser plus les bons collaborateurs que les "terroristes".

Enfin, peut-être disposeriez-vous d'autres informations concernant Hémart?
Contacteur Jean GOUJON
19 grande rue 89150 - LA BELLIOLE
Tel: 036886212 Port: 0686308424
E-mail: jego@orange.fr

Je recherche des informations sur l'activité dans la Résistance de ma grand-mère Jacqueline COMPARTOT, décédée il y a 2 ans. Elle aurait travaillé à S.V.P Toulouse.

Merci à qui pourrait me donner quelques renseignements.
Contacteur: Pascal MIR
4, impasse du Soleil levant
12330-MARCILLAC-VALLON
E-mail: pascal.mir@orange.fr

Notre grand-mère, Emilienne Eliane VANU-RA née Tournier (le 3 septembre 1919 à Paris) vient de décéder. Elle était "entrée" dans la Résistance dès le 20 août 1940 (activité signalée dans le SR 40 comme agent de renseignement et de liaison) puis dans le réseau Kléber; son chef de réseau et fiancé était Roger de Saulle de Creuswel (Belge), lieutenant del a Légion étrangère. Elle effectua des missions dans le Jura à l'hiver 1940-1941, elle participa à l'évasion d'aviateurs britanniques vers l'Espagne ainsi que de civils belges et français. Elle fut arrêtée à deux reprises et emprisonnée par les nazis 2 mois en 1941 à Dole (Jura).

En janvier 1943, son réseau (Kléber) étant en danger, elle devait prendre le dernier avion qui décollait de Perpignan pour la Corse afin de continuer son activité dans les maquis corsés organisés par Roger de Saulle (qui a été fait citoyen d'honneur de la ville de Cargèse). Ayant raté l'avion et étant retourné à Marseille, elle tomba dans un piège lors d'un Rendez-vous devant un café de la rue du Paradis le 23 février 1943.

Arrêtée par la Gestapo, torturée puis transférée à Paris, torturée à nouveau rue des Saussaies, elle sera emprisonnée à Fresnes puis à Compiègne. Elle fera alors la connaissance de Marie-Jeanne (« Jeannette ») Bouteille du réseau « Alliance » qui deviendra sa meilleure amie et avec qui elle sera déportée à Ravensbrück en janvier 1944, dans le convoi des 27 000. Affectée au Kommando d'Holleischen en Bohême (poudrière Skoda) près de Plzen, fabriquant des cartouches, elle y cotoiera Yvonne de la Rochefoucauld, Odile de Robien, et la nièce du Commandant Lherminier. Il est mentionné qu'elle a soutenu le moral de ses compagnes; son surnom était « Mimi la Cave ».

Leur camp fut libéré le 5 mai 1945: malgré leur immense faiblesse, elles réussirent à confectionner un drapeau français, en prenant des chutes de tissus de leurs vêtements et autres et à « Lever les couleurs ». Après 5 semaines de premiers soins les plus urgents et de nourriture, elle fut rapatriée en France par camion sans bache, le premier arrêt en France étant un camp de transit à Longwy et ce sera enfin l'arrivée à l'hôtel Lutetia (elle était avec la mère et la sœur de Juliette Gréco).

Qui l'aurait connue à cette époque? Qui pourrait nous donner d'autres renseignements sur sa Résistance et sa Déportation? D'avance, merci.

Contacteur Marianne VANURA-HELOIN
4, rue des Sous-Boutillettes 78680-EPONE
Tél: 01 30 90 02 97. Fax: 01 30 95 42 20
E-mail: dpickwick@aol.com

Mon père aujourd'hui décédé, Ladislav (appelé René) DIBUSZ, né le 10 novembre 1920 à Budapest, et naturalisé par décret du 14 mai 1930 sous le n° 914X29, a rejoint les rangs des FTP pendant la 2^{ème} Guerre mondiale, comme l'atteste le diplôme (en ma possession) reçu le 15 décembre 1947 et signé de Charles Tillon, diplomate qui mentionne des actions de sabotage sur la 7^{ème} Région parisienne sous le commandement du lieutenant Joncour. Jusqu'en 1952, nous demeurions à Colombes. En tant que sa fille, j'aimerais avoir connaissance des actions auxquelles mon père a pris part. Cela devient un devoir de mémoire, aussi bien pour moi que pour mes enfants et petits-enfants.

Toute ma gratitude à celles et ceux qui pourront m'aider à en savoir plus.

Contacteur Colette JEGOU
17 rue Sous les Vallées
60240-MONTAGNY-EN-VEXIN
Tél.: 03 44 49 04 88
E-mail: c-jegou@wanadoo.fr

Ma tante, Anne-Marie BERJON, Résistante décorée de la « King's Medal of Courage » faisait partie du groupe « Aristide » et a effectué des missions en Gironde et en Charente.

Qui pourrait m'indiquer si des livres relatant les activités de ce réseau existent et comment me les procurer? D'avance merci.

Contacteur André BLUMEREL
17 rue des Timoniers
67700-ARGELES-SUR-MER
Tél.: 04 68 89 35 60

LA VIE DE L'ASSOCIATION

CHARENTE/DEUX-SEVRES

Dimanche 18 octobre 2009 s'est déroulée la traditionnelle cérémonie commémorative organisée avec le concours de la municipalité par le Comité ANACR de Sauzé-Vaussais (rattaché au Comité ANACR de la Charente), afin de rendre hommage aux anciens de la Résistance.

Cette commémoration, qui célébrait ce même jour le 65^{ème} anniversaire de la libération et le 20^{ème} anniversaire de la Journée de la Résistance organisée dans la commune, a vu la participation de nombreuses personnalités civiles et militaires et la présence d'un nombreux public très attentif à cette manifestation du souvenir.

Celle-ci a débuté par le défilé au cimetière, précédé d'une quarantaine de porte-drapeaux, des personnalités et de nombreuses délégations d'anciens résistants et anciens combattants, venues déposer des gerbes sur les tombes d'anciens résistants morts au combat.

Ensuite, s'est déroulée place des halles, la cérémonie au monument aux morts qui reste toujours le point fort de cette manifestation. Plusieurs personnalités, parmi lesquelles le maire de la commune, Michel Epinchard, lui-même fils d'ancien Résistant, le président du Conseil Général des Deux-Sèvres, Eric Gautier, la députée de la circonscription de Saint-Maixent, Melle Delphine Batho, prononcèrent de remarquables allocutions rendant un vibrant hommage à ces soldats de l'ombre, sans uniforme, mal armés, dont beaucoup sont allés jusqu'au sacrifice suprême pour redonner à la France sa liberté et son honneur.

Cette année, le cadre du devoir de mémoire avait pour thème « es jeunes dans la Résistance », avec en particulier l'action du jeune Guy Mocquet, symbole de la Résistance, fusillé par les Allemands à l'âge de 17 ans ½ avec 26 autres otages le 22 octobre 1941, dans la clairière de Château-briant. De jeunes collégiens, lycéens, ainsi qu'une élève de la faculté de médecine de Poitiers, ont lu des tracts et un poème concernant les 27 fusillés de Château-briant. Moment douloureux et très émouvant.

Ensuite, le président d'honneur du comité ANACR de Sauzé-Vaussais, Louis Nieuil, ancien Franc-tireur et partisan du groupe « Le Docteur », des frères Tabourdeau de Sauzé-Vaussais, malgré ses 85 ans, interpréta de façon magistrale « le Chant des Partisans ». Puis suivit, par la musique départementale des sapeurs-pompier des Deux-Sèvres, l'hymne de la Déportation, le « Chant des marais ».

Après le dépôt de gerbes offertes par les anciens Résistants, la commune de Sauzé-Vaussais. Le Conseil général des Deux-Sèvres, la députée Delphine Batho, le Conseil régional Poitou-Charentes, qui suivit la minute de recueillement et « La Marseillaise », la cérémonie se termina par la poignée de main fraternelle des personnalités aux porte-drapeaux. Et un pot de l'amitié fut offert à tous par la Commune.

SAONE-ET-LOIRE

Jeudi 27 août 2009 s'est déroulée la cérémonie annuelle commémorant les sacrifices de jeunes Résistants de Varennes-les-Macon, en présence des maires de Vinzelles et de Varennes-les-Macon, du président ANACR du Maconnais Roger Bernigaud, de Jean Rabuel, président des Anciens Combattants de Cormoranche, des sapeurs-pompier de Cormoranche, des familles des disparus.

Après s'être inclinés devant la stèle « des Cadots » et le dépôt de gerbes au monument de Varennes, M. Gelin, maire, rappela à l'assistance comment se sont déroulées les événements: « Ce 27 août 1944, alors que nos troupes françaises, mais aussi des troupes étrangères amies qui avaient déjà pris place sur notre sol, commençaient à faire reculer l'ennemi, celui-ci marquait de triste façon son passage à Varennes. Il assassinait lâchement deux de nos, deux jeunes gens qui ne demandaient qu'à vivre et à travailler: Paul Duby et Alfred Lutaud, victimes du nazisme et des traitres de l'époque ».

Puis il raconta comment Marcel Chardigny avait assisté à l'arrestation des deux jeunes, terminant son intervention par une explication sur le cas de Marcel Dussurget, dont le nom n'avait jamais été évoqué depuis la fin de la guerre bien qu'enterré au cimetière de Varennes. En effet, c'est la persévérance de Jean Rabuel et à ses recherches qui ont conduit à retrouver la trace de Marcel Dussurget, tué le vendredi 9 juin 1944 au cimetière de Cormoranche, alors qu'il venait de s'engager dans les Résistants de l'Ain le matin même.

CORRÈZE

L'Assemblée générale départementale ANACR de Corrèze a réuni le 25 octobre dernier à Argentat une centaine de participants, Résistants et Ami(e)s de la Résistance; autant d'adhérents avaient envoyé un pouvoir pour les votes.

Les travaux ont été co-présidés par Amélie Boudrie, Jean Viallat et Jean-Louis Lascaux, avec la présence à la tribune de M. le Sénateur-Maire d'Argentat, René Teulade, de Melle Cathy Vanesse, Directrice de l'Office départemental des Anciens Combattants et de Jacques Varin, secrétaire général adjoint de l'ANACR, représentant le Bureau national.

Présentant le rapport moral, Bernard Delaunay, président départemental, a rappelé que « les menaces pour la démocratie et pour la paix s'étaient chaque jour dans les médias, les conditions de vie et de travail du plus grand nombre se dégradent, poussant certains au désespoir, faisant le lit des extrémismes et des fanatismes ».

Notre devoir de vigilance nous commande de les dénoncer, à travers nos activités, et en alertant les pouvoirs publics et les organes citoyens que sont les partis politiques, les syndicats et leurs élus. C'est dans cet esprit que nous diffusons le plus largement possible le programme du CNR et que nous demandons que le symbole civique fort représenté par la formation du Conseil National de la Résistance le 27 mai 1943, c'est-à-dire l'union de toutes les forces démocratiques du pays pour chasser l'occupant, rétablir la République et bâtir un monde meilleur, solidaire, devienne la « Journée Nationale de la Résistance » évoquée par l'Education Nationale.

« Dans le même esprit, nous travaillons à affirmer la vérité historique, car notre mission de « passeurs de mémoire » nous commande de ne pas laisser la parole aux négationnistes et autres falsificateurs de l'histoire qui le plus souvent échappent à la justice comme à Tulle et Oradour-sur-Glane, en utilisant tous les détours de lois, sur les délais de prescription en particulier que nous devons tenter de faire évoluer ou de faire rectifier par le Parlement. Nous devons dénoncer toute banalisation ou « instillation du doute » dans l'esprit des gens sur la réalité historique des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité... »

« Nous devons de toutes nos forces, repousser cette peste brune, mais aussi ses causes... C'est une tâche de longue haleine. C'est ainsi que nous resterons fidèles, dans le respect de leur pluralisme, aux Résistants et aux Résistants, aux valeurs de paix, de démocratie et de respect de la personne humaine pour lesquels ils se sont battus et pour lesquels nous nous battons aujourd'hui... »

Puis Marie-Jo Pivier, secrétaire générale départementale, présenta le rapport d'activités: « Notre travail de mémoire prend plusieurs formes: poursuite de la vente et de la distribution de nos publications pour la connaissance de la Résistance à travers les témoignages et documents d'archives. Pour mémoire, le livre d'Elie Dupuy « Le Parcours d'un terroriste ordinaire », le livre d'Elise Delmas « Une famille corrézienne dans la tourmente », le livre d'André Odru « Maquis et guérilla en Limousin », le DVD sur le CNR de Robert Chambeiron, les DVD « Faits de Résistance en Corrèze » et « Le Camp de maquis des Suspins », réalisés aussi par J-Claude Jarriage avec l'appui d'André Bourdelle... »

« Sur ce terrain de la connaissance de la Résistance, la collecte des témoignages continue. Nous avons encore sensibilisé les témoins sur ce besoin de mémoire des jeunes générations, en particulier dans la préparation des élèves au Concours... »

« Toujours en direction des jeunes nous avons organisé et accompagné, début mai, une sortie « mémoire » à Oradour-sur-Glane avec des élèves du Lycée professionnel Danton de Brive, puis coïncidant avec la journée de la Résistance du 27 mai et notre journée départementale « Connaissance de la Résistance », une sortie sur les Sentiers de la Résistance en Basse-Corrèze.

« Des expositions, des sentiers pédestres ont été mis en place par plusieurs comités locaux à Saint-Pantaléon-de-Larche, Objat, Bugeat, Plateau des Etangs... Le comité de Bugeat a signalé que l'exposition en juin sur « la Résistance en Limousin-Périgord » et celle de « la Résistance dans le canton de Bugeat » qui circule toujours dans les communes voisines ont attiré plus de 600 visiteurs.

« Les projets pour 2010 ne manquent pas. Les Amis vont devoir s'y impliquer de plus en plus nombreux: outre les commémorations et sorties habituelles sur les lieux de mémoire, le remplacement des plaques de rues aux noms de collaborateurs par des plaques aux noms de Résistants, collecte et publication de nouveaux témoignages et archives, nouvelle Journée « Connaissance de la Résistance », projections de films, etc. »

Le rapport financier présenté par Jean-Pierre Foch, qui fait apparaître une situation saine des finances, est, comme les deux précédents, adopté à l'unanimité.

ILLE-ET-VILAINE

La cérémonie annuelle anniversaire du 30 décembre 1942 a eu lieu le 30 décembre 2009 à la Butte de la Maltière en Saint-Jacques de la Lande (près de Rennes), là où, ce jour-là, 25 jeunes Résistants furent fusillés après un simulacre de procès et où, entre 1940 et 1944, plus d'une centaine de Résistants furent fusillés. Une foule nombreuse assistait à la cérémonie et en particulier beaucoup d'enfants des écoles.

A l'issue de la cérémonie, Emmanuel Couet, maire de Saint-Jacques-de-la-Lande, prit la parole : « Il y a 67 ans, le 30 décembre 1942 au matin, 25 jeunes hommes âgés de 19 à 43 ans, étaient fusillés à la Maltière. Ouvriers pour la plupart, sympathisants ou militants communistes, résistants à l'occupation allemande par des actes de sabotage, ils sont tombés ici, à Saint-Jacques, marquant profondément l'histoire de la commune et de l'agglomération rennaise... »

« Bien entendu, à travers l'évocation des 25 héros de la Maltière, nous rendons plus largement hommage à toutes celles et à tous ceux qui ont lutté contre l'occupation allemande et l'idéologie nazie. Nous voulons surtout transmettre à nos enfants et petits enfants les valeurs de ceux qui ont résisté à l'occupant. Nous voulons donner aux générations actuelles des clés pour comprendre ce qui s'est passé. Notre responsabilité est donc grande, à nous tous, parents, enseignants, responsables publics... Car le danger, pour les générations qui n'ont connu que la paix et la démocratie, c'est l'idée qu'une telle folie meurtrière et destructrice ne pourrait plus arriver. Il nous faut donc faire preuve de pédagogie en montrant les correspondances, les traits communs entre la tragédie d'hier et certains événements dramatiques d'aujourd'hui. Il faut rappeler que, partout dans le monde, la même idéologie, le nationalisme, le refus de la différence, le racisme produisent les mêmes drames, les mêmes souffrances.

« Il nous faut dire que, dans notre pays aussi, la tentation de voir en l'autre l'étranger, celui qui est différent, la source de nos difficultés, cette tentation existe et elle nous éloigne souvent des idéaux de liberté et de dignité pour lesquels se sont battus les Résistants. Plutôt que de provoquer de grands débats hasardeux qui libèrent les discours de rejet et les réflexes de peur, attelons-nous à faire vivre au quotidien, dans nos actes personnels et dans nos responsabilités publiques les valeurs d'humanité et de fraternité. »

RHÔNE

Nombreux ont été le 24 août dernier les participants – dont une forte délégation de l'ANACR du Rhône, avec à sa tête Jean Bathias, secrétaire général et président du comité local de Villeurbanne – à la commémoration des tragiques événements qui se sont déroulés le 24 août 1944 à Lyon.

Tout d'abord dans le 6^{ème} arr., à l'angle des rues Tronchet et Tête d'Or, tous se sont souvenus comme les incitaient la plaque apposée sur l'école Jean-Rostand : « Le 24 août 1944, à 17 heures les troupes allemandes ont lâchement assassiné 60 Français innocents. » Une répression implacable, inhumaine, terrifiante et inspirée par la peur, telles seront les conclusions de l'enquête diligentée dès le lendemain du massacre par Yves Farge, Commissaire de la République.

C'est ensuite devant les portes du fort Montluc, dans le 3^{ème} arr., que la cérémonie du Souvenir s'est poursuivie. C'est en effet là que, le 24 août 1944, peu après 21 h 30, que les hommes du groupe franc FFI défonçaient la porte de la prison de Montluc. Cela, après une intervention du commandant Koenig qui avait massé ses troupes aux alentours de la prison. Les prisonniers, enfermés là, dans des conditions inhumaines étaient enfin libres. Il convient de rappeler, qu'entre le 15 juillet et le 20 août 1944, près de 450 prisonniers du Fort-Montluc ont été exécutés dans les environs de Lyon.

C'est toujours pleins d'émotion que nous nous retrouvons chaque année devant cette prison, symbole de la barbarie nazie, d'autant qu'un projet de reconversion du site est en cours : un comité de pilotage présidé par le procureur général près la Cour d'appel de Lyon est au travail.

PUY-DE-DÔME

Le 24 octobre dernier, des membres du Comité départemental de l'ANACR et de la FNDIRP ont été reçus au Musée de la Résistance de Saint-Gervais-d'Auvergne par Jean Juliat, gérant du journal « Résistance d'Auvergne », organe du comité ANACR du Puy-de-Dôme, entouré de membres du bureau de l'Amicale de la Zone 13, affiliée à l'ANACR.

La visite du musée a été particulièrement intéressante, car il rappelle d'une manière claire ce que fut cette période noire de l'Occupation et l'héroïsme du combat de la Résistance. Malgré son exiguïté, il est à voir pour sa qualité, et les jeunes générations y trouveront les réponses à nombre de leurs interrogations sur cette période noire, vécue sous le froid, la faim, avec la peur de la répression, de la délation, l'horreur de la torture et la menace de la déportation, mais qui connut aussi l'enthousiasme du combat libérateur.

Ensuite, dans une grande Salle, il est possible de visionner le DVD - en vente au Musée - « La Résistance en Combrailles » qui comprend cinq témoignages : « L'engagement », « Le camp Nestor-Perret », « Le maquis d'Ayat-sur-Sioule », « Le camp Gabriel-Péri », « Le terrain Napoléon ». Complément indispensable de la visite du Musée.

VAL D'OISE/YVELINES

Le 3 octobre dernier, le Comité Mémoire d'Aincourt, notamment en présence du représentant du Conseil Général du Val-d'Oise, de Mme Deschamps-Crosnier Maire de Rosny, Conseillère régionale, de M. Cadrot, maire d'Aincourt, de M. Muller, Maire de Magny-en-Vexin, Conseiller Général, Président du C.A. du Centre hospitalier du Vexin, de Mme Pierrette Catusse, Présidente de l'ANACR-Val-d'Oise, de MM. Franck Béziade, André Roddier, Paul Castel, dirigeants de l'ANACR-Yvelines, de M. Sergent et de Mme Francoise Melin de la FNDIRP-Yvelines, de Mme Odette Nilles, Présidente de l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouilly, ancienne internée d'Aincourt, de M. Fernand Devaux, ancien interné d'Aincourt, des représentants du Parti Communiste, de la Ligue des Droits de l'Homme, de l'ERARIDE 95, de l'UDAC-95, de l'U.D.-CGT des Yvelines..., a rendu hommage aux centaines de syndicalistes et communistes qui furent internés là. 9 des fusillés du 21 octobre 1941 à Châteaubriant étaient des « anciens d'Aincourt ».

Après un moment de recueillement, l'intervention d'Odette Nilles, internée dans ce camp, suscita l'admiration et le respect. Sept élèves de 6^{ème} de deux collèges de Limay interprétèrent le Chant des Partisans.

GIRONDE

Le premier fusillé par les nazis au camp de Souge le fut dès le 27 août 1940, pour avoir menacé du poing une musique militaire allemande, le second le fut le 5 décembre 1940 pour avoir refusé d'ouvrir sa porte à deux policiers allemands, un autre le 23 octobre 1941 pour avoir distribué des tracts en août précédent.

Le 22 novembre 1940, eurent lieu 148 arrestations de communistes, puis à nouveau 30 le 14 décembre. Enfermés au camp de Mérignac, 20 d'entre eux, sélectionnés par le Préfet, seront regroupés dans la « baraque des otages ».

12 d'entre eux seront parmi les 50 otages que les nazis fusilleront à Souge le 24 octobre 1941 en représailles de l'exécution d'un officier nazi, abattu à Bordeaux le 21 octobre précédent. A nouveau, le 21 septembre 1942 furent exécutés 70 patriotes en représailles d'une série d'attentats antinazis dans la France entière. 2 autres le furent en 1943 et 108 exécutés durant l'année 1944.

Le 25 octobre dernier, comme chaque année depuis 1945, les familles des martyrs, le « Comité du Souvenir des Fusillés de Souge », les associations patriotiques dont l'ANACR, de nombreuses personnalités, leur ont rendu hommage.

NOS DEUILS • NOS DEUILS • NOS DEUILS

Chaque mois, les comités de l'ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération. La Direction nationale de l'association et son journal adressent aux familles et amis des disparus, leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Jean KERDONCUFF (Finistère)

Formation radio dans l'Armée de l'Air. Un des premiers membres du groupe FTP de Brest avec Albert Yvinec, « Capitaine Callac », dont il fut le second. Participa à plusieurs déraillements sur le Finistère nord et les Côtes-d'Armor avec le groupe « Justice » de Morlaix. Avec le Groupe Yvinec, chassé de Brest, il entra dans la clandestinité dans le Centre-Finistère. Dans le maquis, il forme la compagnie FTP-Corse qui deviendra le bataillon « Georges Le Gall ». Radio, il fut l'aide précieux de la mission de parachutage « Jedburgh ». Il prend le commandement du bataillon Bir-Hakeim, 6^{ème} bataillon FFI du Finistère, regroupant les Résistants des Monts d'Arrée, et combat pour libérer le Finistère. Son pays libéré, il rejoint l'Armée de l'Air, son frère Claude, jeune Résistant du groupe de Pleyber-Christ, arrêté et déporté, ne revint pas. Pendant l'Occupation, à deux reprises, en dépit des risques encourus par sa famille et par lui-même, il tenta de sauver le docteur Perper, sa femme et leurs trois enfants, famille juive selon les lois raciales en vigueur, résidant à Plouneour-Ménez. Arrêtés par des gendarmes français, ils furent internés à Drancy, déportés et exterminés à Sobibor.

Georges PERSONNAZ (Savoie)

Né en le 5 décembre 1904, Georges Personnaz, menacé par le STO s'engagea dans la CIE 92.07 des FTP de Savoie et participa à diverses actions de sabotage de lignes haute-tension et d'usines, puis au parachutage des Saisies le 2 août 1944. Il participa aux combats de la Libération de la Tarentaise jusqu'à fin août 1944 puis s'engagea pour la durée de la guerre au 18^{ème} B.C.A.-Armée des Alpes. Le 28 mars 1945, lors de l'attaque pour la reprise du fort de la Redoute au Roc Noir, il fut sérieusement blessé à la hanche par un éclat d'obus. Il était titulaire de la Croix de guerre et de la Médaille militaire.

Roger-Paul ROFFET (Puy-de-Dôme)

Né à Pionsat en 1918, Roger-Paul Roffet (alias « Polo », « Tartare ») fut nommé en novembre 1943, responsable civil des MUR de son canton. Le 17 mai 1944, avec les sixaines de Pionsat, Saint-Julien, Espinasse (au total 31 volontaires), il rejoignit les maquis de Vin-Haut puis le Mont-Mouchet. Affecté à la 6^{ème} Cie, puis à la 13^{ème}, il participa aux combats de la Margeride. Ayant regagné les Combrailles. Il rejoignit alors la trentaine du commandant de la Zone 13. Capitaine en retraite, il séjourna en Aveyron.

Le Comité ANACR du Puy-de-Dôme déplore aussi la disparition de Raymond VERDIER, titulaire de la Croix du combattant et du TRN, qui rejoignit le Mont-Mouchet avec un groupe parti de Neuville et participa aux combats au sein de la 5^{ème} Cie, ainsi que celle d'André MALTERRE, Ami de la Résistance et trésorier des ACPG-CATM.

Odette FAURE, Albert CHAULET (Isère)

En 1942, Odette quitta son activité professionnelle pour rentrer en Résistance aux côtés du Docteur Martin qui lui confia des missions d'agent de liaison à Grenoble. A 17 ans elle est née, elle entre au secteur IV de l'A.S. Vercors-Isère auprès de l'état-Major en qualité toujours d'agent de liaison jusqu'en septembre 1944. Elle était titulaire de la Croix de guerre avec étoile de bronze, des Croix du Combattant et de CVR.

Né en 1916, Albert Chaulet fut mobilisé le 1^{er} octobre 1939 au 16^{ème} juillet 1940 dans l'armée de l'air. Entré dans la Résistance, il s'engagea dans les combats du Vercors (secteur de Presle). Homologué dans les FFI-Vercors A.S. du 6 juin au 2 septembre, il était titulaire de la Croix du combattant.

L'ANACR de l'Isère déplore aussi la disparition de Mérie FRACASSETTY, née en 1917, épouse de Joseph Fracassetty alias « capitaine Rémy », qui s'engagea très tôt dans la Résistance, participa à la libération de Bourgoin le 23 août 1944 et était chevalier de la Légion d'Honneur, de Gilbert VERDEAU et Bruno STRAPPAZZO, tous les deux du Maquis du Grésivaudan, de René WILLIEM.

Roger LASCAUX, Pierre GUERIN, Fernand MEZAN, Jacques CHAMINADE, Armand BOURZAT, Roland COURTOIS, Roland COURTOIS Jean MAZALEYRAT, (Corrèze)

Né en 1926 d'une famille republicaine, Roger Lascaux se montra dès 1942-43 solidaire des fugitifs. En 1944, à 18 ans à peine, il s'engagea dans la Résistance par la distribution de tracts, des graffitis de croix de Lorraine dans le bourg d'Allasac, puis parmi les léguaux de la 23-33^{ème} Cie de F.T.P. En septembre 1944, il s'engagea dans le 100^{ème} R.I. et participa aux combats de la Pointe de Grave à Bordeaux. En décembre, il s'engagea pour la durée de la guerre dans le 126^{ème} R.I. de Brive et participa au sein de la 1^{ère} Armée française à la campagne d'Allemagne. Il était honoré par 7 décorations.

Né à Paris, Pierre Guérin (alias « Jo »), réfugié dans sa famille à Saint-Solve pour échapper au STO, entra dans la Résistance et fut à l'origine de la création, en novembre 1943, du Maquis du Vaysse et du détachement « Jean Robert », ainsi que de plusieurs groupes de Résistance FTPF en Corrèze. Il participa à de multiples actions contre l'occupant et la milice, en gare d'Ussac, Allasac et fut blessé à Larche. Après la libération de la Corrèze, il gagna la Pointe de Grave pour poursuivre la lutte et reçut, en décembre 1944, à Bordeaux, avec ses amis corrèziens, les félicitations du Général de Gaulle. Engagé au 126^{ème} R.I. de Brive, il participa à la campagne d'Allemagne. Par la suite, il créa le comité ANACR d'Obiat, qu'il présida longtemps.

Fernand Mezan, engagé au 27^{ème} RI dans l'Indre fut mis en congé avec l'Armée d'Armistice. Par la suite, il rejoindra les maquis de Meymac, Combrèsol, Darnets pendant 2 ans. En 1944, il est membre de la 231^{ème} Cie FTPF et signe à la Libération son engagement pour la durée de la guerre, et restera dans l'Armée jusqu'en 1972.

Disparu à l'été 2009, Jacques Chaminaide, qui donna son adhésion le 15 septembre 1943 à René Jugie (« Gao ») fondateur et chef du « Groupement Gao », fut incorporé à la « Cie Belner » de Brive, « trentaine Pierre Maré », et participa aux opérations de son unité du 18 septembre 1943 à la libération, en qualité d'adjoint au chef de sizarine « Georges Viers » fut un Résistant honoré par ses compagnons de combat de l'A.S.

Armand Bourzat entra dans la Résistance à l'âge de 18 ans, comme agent de liaison sur la Basse Corrèze. Réfractaire au STO, il parcourut à bicyclette les petites routes de cette région, chargé d'acheminer du ravitaillement, il participa au déchargement du train de canons qui fut détourné sur la gare d'Ussac le 8 août 1944. Il accomplira sa mission jusqu'à la libération de Brive. Il était un des vice-présidents du comité ANACR de Larche.

Roland Courtois fut à partir de juin 1944 affecté au regroupement de l'AS à Saint-Augustin où il participa aux sabotages et aux combats de la Libération. Engagé volontaire, il fut grièvement blessé en avril 1945.

Jean Mazaleyra, disparu à 88 ans, s'engagea dans l'aviation dès 1940. Affecté à l'aviation de bombardement en Afrique du Nord, puis détaché à la R.A.F., il servira 3 ans durant dans les FAFL. Membre du Jury départemental du CNRD, il avait été président de l'UDAC. Il était Chevalier de la Légion d'Honneur et titulaire d'autres décorations.

Lucien BOUILLOUX (Saône-et-Loire)

Né en 1923, Lucien Bouilloux refusa l'appel au STO et entra dans la Résistance au Groupe sédentaire de Boyer, partie intégrante du maquis de Brancion, participant au ravitaillement des maquis, à des transports d'armes, à des missions de renseignements sur l'ennemi, à des transports d'armes. Il était titulaire des Croix du CVR, du Combattant 39-45, du TRN.

L'ANACR de Saône-et-Loire déplore aussi la disparition de Marcel PROST, qui participa au maquis du Haut-Jura, de Maurice ROBERT, qui dépendait du maquis Louis.

Charles MONIER (Vaucluse)

Décédé le 27 novembre 2009 dans sa ville natale de Bollène à l'âge de 94 ans, Charles Monier était issu d'une famille de potiers. Devenu - après des études à l'Ecole normale d'instituteurs d'Avignon - le plus jeune instituteur de France, il est en 1934 nommé en Région parisienne à Romainville puis à Clamart, où il adhère aux Jeunes Communistes (J.C.). Revenu à Bollène comme instituteur après son service militaire, il y fonde un foyer de J.C. et un club de loisirs. Mobilisé en mars 1939 au 27^{ème} RTA d'Avignon, en butte à une surveillance et à des poursuites liées à son engagement politique, il est démobilisé fin juillet 1940. De retour à Bollène et ayant rejoint contact avec la Fédération clandestine des J.C., il va entrer en Résistance au régime pétainiste, qui - après l'avoir durant une année mise en disponibilité sans traitement - le déplace à Valsaintes (04). En 1942, passant à la clandestinité, il revient à Bollène où, sous le pseudonyme d'« Oreste », il devient responsable politique de triangle et participe à la mise en place de plusieurs groupes de FTP. Menacé d'arrestation en août 1943, il doit quitter Bollène avec son épouse Andrée - elle-même Résistante, rencontrée avant guerre dans l'aide à l'Espagne - et leur petite fille. Ayant rejoint Valence, il devient début 1944 l'un des responsables de la Direction Drôme-Ardèche du Pcf clandestin et, en août 1944, il participe à la libération de la ville. Dans les années qui vont suivre la Libération, il va assurer la direction de la Voix populaire de la Drôme, organe communiste issu de la Résistance. En 1951, il retrouve à Bollène un poste dans l'Education nationale, dans laquelle il fera toute sa carrière, l'achevant en 1973 comme directeur des écoles publiques de Saint-Paul-Trois-Châteaux. Syndicaliste de l'enseignement et militant politique, il sera élu au Conseil municipal de Bollène en 1977, devenant 1^{er} adjoint au Maire jusqu'en 1989. Charles Monier s'était, parallèlement à la poursuite de son combat pour en faire vivre les valeurs, très tôt engagé dans la transmission de la mémoire de la Résistance, par son engagement dans l'ANACR, par ses témoignages devant les élèves, par son souci de développer les « Amis(e)s de la Résistance (ANACR) », par son livre les Chemins de la Résistance à Bollène et dans le canton (1939-1944). Il est le père de Mireille Monier-Lovie, vice-présidente nationale de l'ANACR.

Oskar WIESFLECKER (Fédération Internationale des Résistants - F.I.R.)

Décédé le 3 décembre 2009 dans sa ville natale de Vienne, Oskar Wiesflecker y était entré dans le combat antifasciste contre les nazis autrichiens dès sa jeunesse. Après l'Anschluss de son pays par l'Allemagne nazie, il est poursuivi en mars 1938 et arrêté pour la première fois. Après la libération du fascisme, il travailla comme journaliste pour diverses publications antifascistes tels la *Vokstimme* ou le *Neuen Vorwärts*. Pendant plusieurs décennies, il fut Président de l'Association fédérale autrichienne des Résistants et victimes du fascisme (*Widerstandsbewegung Österreichischer Antifaschistinnen, Widerstandskämpferinnen und Opfer des Faschismus* - KZ-Verband), rédacteur en chef de son journal *der neue Mahnruf*. Il occupa durant de longues années diverses responsabilités au Centre de documentation de la résistance autrichienne (DÖW). Depuis la fin des années cinquante, Oskar Wiesflecker travailla pour la Fédération internationale des Résistants (F.I.R.), regroupant des Associations de Résistants de toute l'Europe, dont l'ANACR. A partir de 1960, il fut rédacteur en chef de sa revue *Der Widerstandskämpfer - Resistance Unité*. Responsable du Bureau de la FIR à Vienne, il devint au début des années 1990 Secrétaire général de la Fédération à une époque difficile pour elle, marquée par l'affaiblissement, la disparition ou l'éclatement des Associations d'anciens Résistants et Partisans des pays socialistes suite à leur effondrement. Il assura cette fonction jusqu'au transfert du siège de la F.I.R. à Berlin. En 2004, lors du 13^{ème} congrès qui réorganisa la F.I.R., il en fut nommé à l'unanimité membre de la Présidence d'honneur.

HOMMAGE AUX HEROS DE L'AFFICHE ROUGE

Le 21 février 1944 Missak Manouchian, Joseph Bocsov et vingt de leurs camarades des FTP-M.O.I. tombaient au Mont-Valérien, sous les balles nazies. Olga Bancic, seule femme du groupe, sera décapitée en Allemagne le 10 mai suivant.

Comme chaque année depuis la Libération, l'ANACR leur rendra hommage le **dimanche 21 février à 11 h au cimetière parisien d'Ivry-sur-Seine** (où le rendez-vous est directement donné à 10 h 45).

TIRAGE DES BONS DE SOUTIEN 2009

Tous les talons des bons souscrits parvenus et réglés au siège de l'ANACR le 5 janvier 2010 ont fait l'objet d'un tirage au sort pour désigner les bénéficiaires des cadeaux offerts aux souscripteurs.

Les possesseurs des bons **86375** et **94958**, recevront au choix un poste de télévision couleur, un magnétoscope, un ordinateur ou une minichaine d'une valeur de 762 à 914 €.

Tous les souscripteurs des bons portant les numéros suivants recevront, à l'adresse qu'ils auront indiquée, un cadeau utile et agréable qui leur sera expédié, franco de port, dans les mois suivant la réception par nos services **du bon correspondant**.

02258	18791	36836	48556	58160	70176	83977
03078	19171	37079	48701	58823	70827	83988
03521	19368	38921	49652	59873	71330	84486
04662	20770	39381	49887	60501	72242	86375
05076	21982	39586	50832	60966	73784	87084
05576	23200	39611	52521	62786	75613	87084
05990	23307	41288	53326	62858	76789	89131
06206	23741	41559	53351	63438	77995	90403
06620	23893	41756	53398	64257	78343	90423
07247	24351	42122	53502	65906	78698	91456
07666	24966	42618	55190	66020	79218	93188
09031	27897	43035	55454	66076	79598	94592
10351	28136	45661	55536	66544	79901	94958
10549	29436	45776	55638	67481	80616	95852
13298	31221	46221	56386	69146	82578	
16346	35781	47328	56971	69779	83475	
17803	36156	47758	58101	70119	83802	

L'ANACR et le journal de la Résistance « France d'abord » remercient tous les souscripteurs des bons de soutien qui, en assurant le succès de la souscription nationale, ont apporté une nouvelle fois une aide précieuse à la poursuite de leur action.

UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL : ROBERT CHAMBEIRON TÉMOIGNE

LE CONSEIL NATIONAL DE LA RESISTANCE (C.N.R.)



LE CNR ET SON PROGRAMME

Entretien avec Robert CHAMBEIRON, secrétaire général-adjoint du CNR

VIDEO-CASSETTE

VHS-PAL (60 minutes)..... l'unité : 23 € x =
Par 10, l'unité : 20

DVD (60 minutes)..... L'unité : 28 € x =
Par 10, l'unité : 25 €

Total : €

Franco de port

Toute demande d'envoi en recommandé sera facturée

Les commandes doivent être adressées à l'Association Nationale des Ami(e)s de la Résistance (A.N.A.C.R.), 79, rue Saint Blaise 75020 PARIS – chèque à l'ordre de l'A.N.A.C.R.



LIVRES • LIVRES • LIVRES

LÀ OÙ IL N'Y A PAS D'HOMMES, TÂCHE D'ÊTRE UN HOMME...

Par Yael Vered

Elie Wiesel a préfacé ce livre signé Yael Vered, qui est probablement le plus détaillé sur le comportement et le sort des Juifs de France sous l'Occupation. Réfugié dans l'Indre, à Mézières-en-Brenne, dont le maire était le futur sénateur Moréve, par bonheur Résistant et « champion » de la confection de fausses cartes d'identité.

Un tel livre ne peut se résumer. Il se lit et renseigne abondamment le lecteur sur les personnages authentiques réfugiés en cette commune, leur persécution criminelle par les gens de Pétain, l'héroïsme des résistants, de plusieurs leaders de ces réfugiés, l'attitude humaine de la population locale... Mais citons quelques passages de l'ouvrage. Ils « parlent » d'eux-mêmes.

MARÉCHAL, LE VOILÀ

« L'Ecole reprend et les enfants retournent en classe. »

« On a blanchi les murs et on y a accroché le portrait du Maréchal, raconte Bathia. - Le matin, en arrivant à l'école, j'ai ajouté en riant, on doit rester debout pour chanter un chant rigolo à la gloire du Maréchal. Ecoutez, écoutez ça ! »

Il se mettent tous au garde-à-vous bombent le torse et entonnent :

« Maréchal, nous voilà ! »

« Devant toi, le sauveur de la France, »

« Nous jurons, nous tes gars, »

« De servir et de suivre tes pas... »

Et soudain ils éclatent de rire et fredonnent :

« Maréchal, fous le camp de là, »

« Tu nous as donné la désespérance, »

« Maréchal, Maréchal fous le camp de là ! »

Et tout le monde éclate de rire, d'un rire fou, sans retenue. »

LE STATUT DES JUIFS

« C'est pire que la loi en Allemagne, dit Félix, écoeuré. Article premier. - « Est regardé comme Juif, pour l'application de la présente loi, toute personne issue de trois grands-parents de race juive, ou de deux grands-parents de la même race, si son conjoint lui-même est Juif ». Vous avez entendu, « de la même race » ! Lis-le toi-même, René, dit-il, dégoûté. »

René se mit à lire lentement, d'une voix étouffée et lasse, lisant et expliquant :

Art.2 - « L'accès et l'exercice des fonctions publiques et mandats... sont interdits aux Juifs ».

Les articles suivants entrent dans le

détail : les Juifs ne pourront plus occuper des fonctions d'élus, ce qui veut dire qu'ils seront chassés du parlement, du Sénat, des mairies et de tout le reste. Les Juifs ne pourront plus travailler dans des services nationaux ou publics, en d'autres termes : ils les mettront tous à la porte.

« - Comme en Allemagne, dit Pierre. »

« - La France n'est pas l'Allemagne, dit l'oncle Nathan avec colère. »

« - Ça commence à être pire qu'en Allemagne, dit René... »

LE TUNNEL DE DRANCY

Les capturés (dans des conditions diverses) connaissent hélas le camp de Drancy, ses divers régimes, puis la déportation.

« - Est-ce que quelqu'un a réussi à s'évader de Drancy ? »

« - Je n'en ai pas la moindre idée, mais je sais que pendant mon séjour au camp un groupe de jeunes a creusé un tunnel qui menait à un abri antiaérien. Le tunnel faisait 45 mètres de long, avec des étais en bois, un système de ventilation et de l'éclairage, bref, il y avait tout ce qu'il faut pour s'évader et disparaître. »

Je n'ai pas participé au creusement mais j'en connaissais l'existence et j'étais censé me joindre au groupe des évadés. Trois mètres avant la fin, le tunnel a été découvert, quelqu'un aura trop parlé, à moins qu'il y ait eu un mouchard. Reich, le commandant de la police de Drancy, a aidé les Allemands à le découvrir. Les treize qui avaient creusé, le commandant Blum, le commandant du camp et ses assistants furent arrêtés, interrogés et sauvagement torturés. L'un d'eux reçut une balle dans la cuisse. Ce salopard de Reich les a frappés et leur a volé leurs portefeuilles et les objets de valeur qu'ils possédaient. Tous ont été condamnés à partir par le convoi du vingt novembre. Je suis parti par le même convoi », (le commandant Blum, neveu de Léon Blum, revint de déportation et devint membre de l'ANACR et de sa direction en Seine-St-Denis). »

Et ce ne sont là que quelques aspects d'un ouvrage d'une densité rare...

Charles FOURNIER-BOCQUET

365 pages, Editions Parole et Silence. Le Muveran 1880-Les Plans-sur-Bex (Suisse), 25 €

DES SAVANTS DANS LA RESISTANCE Boris Vildé et le Réseau du Musée de l'Homme

Par Anne Hogenhuis

Le «Réseau du Musée de l'Homme» est l'un des réseaux de Résistance les plus célèbres. Parce qu'il est l'un des premiers à être créés, dès l'été 1940, par la personnalité de ses membres – des intellectuels brillants et par le destin tragique qui fut celui de plusieurs d'entre eux.

Grâce au travail d'Anne Hogenhuis, il sera aussi désormais l'un des mieux connus. L'auteure s'est d'abord particulièrement attachée à la biographie de celui qui en fut l'âme et l'animateur, Boris Vildé, né Russe en 1908 mais ayant grandi en Estonie, l'un des Pays baltes devenus indépendants en 1918 et qui arrive en France en mars 1933 après avoir séjourné à Berlin où il rencontra Gide.

Présenté par Gide à Paul Rivet, directeur du Musée de l'Homme, Boris Vildé en intégre l'équipe, et est introduit dans un milieu intellectuel prestigieux : il y rencontrera Germaine Tillion, Jean Cassou, Jean Paulhan, Anatole Lewitzky, Pierre Brossette... et celle qui deviendra sa femme, Irène, la fille du médiéviste Ferdinand Lot.

La défaite de juin 1940 venue, dès juillet-août 1940, au Musée de l'Homme, par refus de la politique pétainiste et de l'Occupation, se forme, autour de Boris Vildé, ce que l'on va appeler le «Réseau du Musée de l'Homme», avec Paul Hauet, Anatole Lewitzky, Yvonne Oddon, Irène Vildé. Auxquels se joignent Germaine Tillion, Agnès Humbert, Georges Freidman, Denise Allègre, Raymond Burgard, Marcel Abraham, Jean Cassou, d'autres encore... Se réunissant sous couvert d'une «Société des Amis d'Alain Fournier», le réseau transmet des renseignements militaires et politiques à Londres, organise des filières d'évasion vers l'Espagne et édite un journal clandestin intitulé «Résistance».

Début 1941, Anatole Lewitzky, Yvonne Oddon, Agnès Humbert et Boris Vildé et d'autres

membres du réseau sont arrêtés. Germaine Tillion le sera à son tour en 1942 et déportée à Ravensbrück. Traduits devant une cour militaire le 17 février 1942 et condamnés à mort, Anatole Lewitzky, Boris Vildé et cinq autres membres du réseau sont exécutés le 23 février au Mont-Valérien ; Yvonne Oddon sera déportée.

Avec minutie, Anne Hogenhuis retrace leur démarche, leur action, leur arrestation, leur martyre.

Editions du CNRS, 225 pages Paris, mai 2009. 20 €

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD

Rédaction - Administration
79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Robert CHAMBEIRON

REDACON - ADMINISTRATION

79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS
Tél. : 01.44.64.80.60 - C.C.P. 4194-42 W PARIS
e-mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS

France 13 €
Etranger 14 €
Abonnement de soutien 25 €
Le numéro 2,5 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Edité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD

Le gérant : Jean-Paul RIFFAULT
Commission paritaire des Publications
et Agences de Presse - N° 0308 A 06405

Imprimerie Multi Inco Photo

3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris
Tél. : 01.40.03.96.60